

**Visite officielle de travail à Berne de M. Guido di Tella,
Ministre des affaires étrangères de la République argentine,
le 12 avril 1991**

Entretiens avec le Chef du Département fédéral des affaires
étrangères, M. le Conseiller fédéral René Felber

Le MAE d'Argentine, après avoir signé trois accords avec le Conseiller fédéral Delamuraz, s'est entretenu avec le Conseiller fédéral Felber sur des thèmes d'intérêt bilatéral et international.

Le MAE di Tella a tout d'abord décrit les changements en cours dans son pays, qu'il a qualifiés de profonds et irréversibles. L'Argentine, à partir de 1983, a décidé d'en finir avec sa politique isolationniste qui a entraîné la coupure de ses relations avec le monde extérieur, en particulier dans les domaines politique, économique, culturel et financier. Les effets de ces changements se font sentir dans le domaine économique (convertibilité de la monnaie, privatisation, démantèlement progressif des barrières tarifaires, etc.) et aussi en politique étrangère : dans un monde où la logique des deux blocs disparaît rapidement, l'Argentine considère le non-alignement comme un concept dépassé. L'Argentine s'efforce désormais de paraître un interlocuteur crédible aux yeux des pays occidentaux et a intensifié les gestes destinés à favoriser un rapprochement avec ces pays. Parmi ces gestes, on signalera l'envoi de deux navires de guerre dans la région du Golfe Persique dès la première phase de la crise, ainsi que les propos de condamnation à l'égard de Cuba (dont le régime est qualifié par M. di Tella d'"anomalie dans le continent américain").

Pour ce qui concerne les efforts d'intégration économique dans le cadre du "cône sud", le Ministre di Tella relève l'importance du

traité signé à Asuncion à fin mars 1991 visant à instituer un marché unique avec le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay d'ici 1994. Pour l'économie argentine, ce traité n'aura pas pour effet d'aboutir à la création d'une "forteresse" comprenant aussi les autres pays signataires, mais devrait plutôt permettre à l'économie du pays d'éliminer progressivement les cercles vicieux et autres aberrations découlant de l'isolement et du protectionnisme.

Une réunion entre les pays du Mercosur et la CE était par ailleurs prévue pour la fin avril 1991. Son but était d'échanger des informations sur les processus d'intégration en cours et d'examiner la possibilité de créer un forum de discussion "institutionnalisé".

Un schéma similaire devrait aussi pouvoir être mis au point entre les pays du Groupe de Rio et du Caricom d'une part et la CE d'autre part.

Enfin, M. di Tella a insisté sur le fait que dans son pays on est conscient de la nécessité de renoncer à une attitude internationale "rhétorique et gesticulatoire" en faveur d'une ligne plus pragmatique.

Le tournée en Europe du Président Menem et du MAE di Tella de ce mois d'avril témoigne de la volonté de l'Argentine de s'ouvrir au monde extérieur et d'intensifier les relations avec l'Europe, sans exclure les pays non communautaires. Dans ce contexte, le MAE di Tella a demandé à être renseigné par BRF sur la politique européenne de la Suisse, en particulier pour ce qui se réfère aux aspects liés à la neutralité et aux limitations que celle-ci peut comporter sur notre politique d'intégration. La question de savoir si, pour un "outsider", le grand marché prenait ou non la forme d'une "citadelle" a beaucoup intéressé M. di Tella. BRF a expliqué à son interlocuteur la position suisse sur les principales questions de politique internationale, avec un échange de vues plus approfondi sur certains aspects saillants de la guerre su Golfe. Les deux Ministres ont constaté une large similitude de vues sur les principaux problèmes.

Pour conclure, M. di Tella a affirmé que son pays adopterait désormais un "profil bas" sur la scène internationale, en raison de l'affaiblissement de sa crédibilité résultant de son attitude prétentieuse assurée par le passé.

L'Argentine entend ainsi redevenir un "pays normal", ce qui peut paraître banal à des observateurs extérieurs, mais que ne coûtera pas moins d'efforts aux acteurs intérieurs, qui devront gérer cette transition.

